

Dossier de subventions

Opérations mémorielles et de valorisation historique

**Le Département soutient les opérations mémorielles et de valorisation historique**

Le Département du Pas-de-Calais entend favoriser la connaissance par chacun d’entre nous de sa propre histoire, moyen efficace de lutter contre le repli sur soi et de s’ouvrir au monde. Par le soutien aux initiatives des territoires comme par la conception et la diffusion d’une offre culturelle spécifique, il souhaite rappeler les marques laissées sur son sol par les guerres et les valeurs qu’incarnent les lieux de mémoire, la richesse de son histoire industrielle aussi bien que les apports des populations étrangères. Ce sont des composantes fortes de notre patrimoine matériel (documents d’archives, objets) ou immatériel, qu’il importe de conserver, valoriser et transmettre.

**QUI PEUT PORTER UN PROJET ?**

Les projets peuvent être présentés par :

* **des collectivités (communes et groupements de communes) ;**
* **des établissements publics,**
* **des** **structures associatives,** **en particulier les fédérations départementales d’associations d’anciens combattants ou de médaillés et décorés – à l’exclusion des comités locaux –, sociétés savantes et associations de recherche et de valorisation de l’histoire comme du patrimoine départemental ou local…**;
* **des établissements d’enseignement supérieur.**

**CRITÈRES D’ÉLIGIBILITÉ**

Pour pouvoir bénéficier d’un soutien du Département, les projets mémoriels ou de valorisation historique présentés peuvent être de diverses natures, telles qu’exposition, publication, projet audiovisuel, spectacle vivant ou programmation culturelle. Ils doivent inclure les critères suivants :

• périmètre géographique : action(s) sur le département du Pas-de-Calais ;

• complémentarité avec la politique départementale en matière de mémoire et d’histoire ;

• contribution à la dynamique en matière de valorisation mémorielle et historique du Pas-de-Calais ;

• opérations mettant en avant la pérennité de leurs productions ou leur caractère innovant, l’implication des habitants et une visibilité intercommunale, voire départementale ;

• attention portée à tous les publics, en particulier aux publics considérés comme prioritaires au regard des compétences du Département (petite enfance, collégiens, allocataires des prestations de solidarité, vieillesse et dépendance, handicap, ruralité…) ;

• en cas de demande de renouvellement d’un partenariat, transmission préalable par l’organisateur du compte de bilan, du compte de résultat et de la trésorerie de la structure de l’année précédente ainsi que des bilans qualitatif et financier, faisant clairement apparaître le respect des engagements pris et des objectifs poursuivis.

Seront en revanche exclus d’une telle aide : les demandes portées à titre privé à but lucratif, les projets de restauration ou d’entretien de monuments, l’achat ou la réparation de drapeaux associatifs, les opérations événementielles ponctuelles et les actions de reconstitution d’intérêt local sans axe pédagogique ou ne s’intégrant pas dans une manifestation officielle d’hommage aux victimes des conflits, les projets sans rapport avec la politique départementale, les demandes types sans projet structuré ou inadaptées au territoire, les frais de déplacement, de restauration et d’hébergement.

Un seul projet pourra être présenté par demandeur. Les projets devront se dérouler sur l’année de la demande.

**Analyse de la pertinence du projet au vu des éléments suivants :**

• projet mémoriel et patrimonial en lien avec les actions du Département (archives départementales) ;

• action(s) ciblée(s) en faveur de la connaissance et de la valorisation (en particulier pédagogique) de l’histoire et des lieux de mémoire du département ;

• attention apportée aux publics ;

• calendrier et volume des actions ;

• partenariat(s) diversifié(s) et dynamique de réseau ;

• budget prévisionnel de l’action, cofinancements locaux ou intercommunaux ;

• gratuité ou politique tarifaire accessible ;

• 1 personne dédiée au suivi du projet ;

• communication en partenariat avec le Département, dans le respect de la charte graphique départementale.

**Sauf pour les projets portés par des structures de rayonnement départemental, l’aide sollicitée auprès du Conseil** départemental doit compléter un financement public local ou intercommunal, éventuellement de même niveau. Elle peut atteindre une hauteur maximale de 50 % du montant total des dépenses subventionnables dans le cadre des appels à projets, ou de 30 % pour les autres demandes mémorielles, hors valorisation des contributions volontaires en nature, dans la limite d’un montant maximum plafonné à 15 000 € TTC.

Peut également s’y ajouter ou s’y substituer partiellement une aide technique et matérielle, telle que celle, en ingénierie, apportée par les archives départementales du Pas-de-Calais.

**Partenariat avec le Département du Pas-de-Calais**

Un conventionnement d’objectifs avec le Département est possible sous conditions d’attester un investissement conséquent et pluriannuel en faveur de la mise en valeur de l’histoire départementale, ainsi que d’une complémentarité avec les actions engagées par le Département.

La structure s'engage à respecter la charte à l'intention des partenaires bénéficiant d'une aide ou d'un soutien du Conseil départemental du Pas-de-Calais, intitulée « obligations et contreparties en matière de communication », consultable sur le site internet du Département à l'adresse suivante : [www.pasdecalais.fr/Partenaires/Contreparties-communication](http://www.pasdecalais.fr/Partenaires/Contreparties-communication) ainsi que la charte graphique dédiée.

**MODALITÉS DE DEMANDE ET D’INSTRUCTION :**

L’aide apportée sera non cumulable avec d’autres dispositifs dépendant de la politique événementielle ou du guide des aides culturelles départementales du Pas-de-Calais, à l’exception de la diffusion de proximité.

La subvention sera versée sous réserve de la complétude du dossier et de l’avis favorable de la Commission Permanente du Conseil départemental.

La structure s’engage à fournir au Département tout élément d’évaluation du projet et à organiser au moins un rendez-vous annuel avec les services départementaux.

**COMMENT CANDIDATER ?**

Télécharger le dossier de candidature sur le site internet des Archives départementales du Pas-de-Calais : [www.archivespasdecalais.fr](http://www.archivespasdecalais.fr)

Le dossier sera à renvoyer à :

**Monsieur le Président du Conseil départemental du Pas-de-Calais**

**Hôtel du Département**

**Rue Ferdinand Buisson**

**62018 ARRAS CEDEX 9**

**DATE LIMITE DE CANDIDATURE**

**N'attendez pas le dernier moment pour adresser votre dossier de demande de subvention. Plus tôt la demande est réalisée, plus tôt la décision sera prise.**

**PLUS DE RENSEIGNEMENTS** : hermant.marina@pasdecalais.fr / 03 21 71 64 38 ou par courrier (Archives départementales du Pas-de-Calais, 1 rue du 19 mars 1962, 62000 DAINVILLE).

1. Votre structure

**1.1. IDENTIFICATION DE LA STRUCTURE**

**1.1.1. Identité de la structure**

o Association

o Commune

o Groupement de communes

o Autres (précisez)

Nom (identique à celui déclaré en préfecture si association) :

Sigle :

Nature de l’activité :

SIRET (obligatoire) :

**1.1.2. Adresse du siège social (déclarée en préfecture si association)**

N° voie :

Voie :

Complément de voie :

Cedex :

Commune :

**1.1.3. Coordonnées**

Adresse mail :

* A pris connaissance que cette adresse mail sera celle utilisée par le Département du Pas-de-Calais pour toute correspondance

Téléphone :

Site internet :

**1.1.4. Identification du représentant.e**

Nom :

Prénom :

Fonction :

**1.1.5. Correspondant.e/chargé.e du suivi de dossier**

Nom :

Prénom :

Fonction :

Téléphone :

Adresse mail :

**1.2. DONNÉES ADMINISTRATIVES (À COMPLÉTER UNIQUEMENT POUR LES ASSOCIATIONS)**

**1.2.1. Agrément(s) administratif(s)**

Votre structure bénéficie-t-elle d’agrément(s) administratif(s) ?

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Type d’agrément** | **Attribué par** | **En date du** |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

**1.2.2. Déclaration en préfecture**

Structure déclarée à la préfecture ou à la sous-préfecture de :

Le :

N° de déclaration en préfecture :

**1.2.3. Utilité publique**

Votre structure est-elle reconnue d’utilité publique ?

Date de parution au *Journal officiel* :

Date de la dernière assemblée générale :

**1.2.4. Expert-comptable**

Votre structure dispose-t-elle d’un expert-comptable ?

Nom :

Prénom :

Adresse :

Téléphone :

Courriel :

**1.2.5. Commissaire aux comptes**

La structure dispose t’elle d’un commissaire aux comptes ?

Nom :

Prénom :

Adresse :

Téléphone :

Courriel :

**1.3. RESSOURCES HUMAINES (À COMPLÉTER UNIQUEMENT POUR LES ASSOCIATIONS)**

**1.3.1. Adhérent.e.s**

Nombre d’adhérents de la structure :

**1.3.2. Représentants de l’organisme**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Président.e / Représentant.e légal.e** | **Secrétaire** | **Trésorier.e** |
| **Nom et prénom** |  |  |  |
| **Adresse** |  |  |  |
| **Téléphone fixe** |  |  |  |
| **Téléphone portable** |  |  |  |
| **Courriel** |  |  |  |

**1.4. INFORMATIONS SUR LA DEMANDE**

**1.4.1. Informations sur la demande**

Objet de la demande :

La structure sollicite une subvention de :

IBAN obligatoire du compte bancaire de la subvention :

Année de votre dernière demande de subvention auprès de la direction des archives départementales dans le cadre des commémorations et opérations mémorielles :

Montant attribué lors de votre dernière demande :

**1.4.2. Autres sollicitations de demande de subvention**

Avez-vous sollicité ou bénéficiez-vous d’une autre subvention du Conseil départemental du Pas-de-Calais ?

Si oui

Précisez la direction :

Montant demandé :

**1.4.3. Demande de subvention à l’un des partenaires institutionnels**

Avez-vous déposé une demande de subvention auprès d’un autre partenaire institutionnel pour ce projet (précisez si acquis ou en cours) ?

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Type** | **Ministère/ Direction/Dénomination** | **Montant demandé pour l’année 2025** | **Acquis/En cours** |
| **Europe** |  |  |  |
| **Etat** |  |  |  |
| **Région** |  |  |  |
| **Département** |  |  |  |
| **Autre(s) département(s)** |  |  |  |
| **Etablissement public de coopération intercommunal (EPCI)** |  |  |  |
| **Autre(s) EPCI** |  |  |  |
| **Commune(s)** |  |  |  |
| **Autre(s) commune(s)** |  |  |  |
| **Autre(s)** |  |  |  |

Merci de bien vouloir nous transmettre une copie des courriers de demande de subvention attestant de la démarche en cours.

2. Votre projet

**2.1. OBJECTIF(S) DU PROJET**

**2.2. DATES, HORAIRES ET LIEUX**

**2.3. CONTENU DU PROJET**

*(Déroulé à joindre si programme précis)*

*Nature, descriptif et étapes de mise en œuvre du projet*

**2.4. LES PUBLICS VISÉS**

*(Cochez les publics visés)*

* Tous publics
* Scolaires
* Public étranger (préciser)
* Public dit empêché (personnes à mobilité réduite…)
* Public scientifique
* Autres (préciser)

**2.5. LES PARTENAIRES ASSOCIÉS**

*(Une attention particulière sera apportée aux projets qui développent un partenariat entre structures).*

 3. Votre budget

**3.1. Budget prévisionnel de votre projet**



**IMPORTANT**

Veuillez détailler les prestations liées aux charges spécifiques à l’action et préciser le coût pour chaque poste.

*Exemple : conception de panneaux d’exposition : 2 000 €*

Autres observations sur le budget prévisionnel de l’opération :

**3.2. Budget de votre structure (uniquement s’il s’agit d’une association)**

**3.2.1. Compte de résultat de la structure**

Exercice :

Date de début :

Date de fin :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Charges** | **Montant** | **Produits** | **Montant** |
| **60-Achats** |  | **70-Vente de produits finis, prestations de services, marchandises** |  |
| **61-Services extérieurs** |  | **71-Production stockée** |  |
| **62-Autres services extérieurs** |  | **72-Production immobilisée** |  |
| **63-Impôts et taxes** |  | **74-Subventions d’exploitation** |  |
| **64-Charges de personnel** |  | **75-Autres produits de gestion courante** |  |
| **65-Autres charges de gestion courante** |  | **76-Produits financiers** |  |
| **66-Charges financières** |  | **77-Produits exceptionnels** |  |
| **67-Charges exceptionnelles** |  | **78-Reprise sur amortissement et provisions** |  |
| **68-Dotation aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sans ressources affectées** |  |  |  |
| ***Engagement à réaliser sur subvention affectée*** |  | ***Reports ressources non utilisées d’opérations antérieures*** |  |
| **SOUS-TOTAL DES CHARGES** |  | **SOUS-TOTAL DES PRODUITS** |  |
| **Perte** |  | **Bénéfice** |  |
| **TOTAL DES CHARGES** |  | **TOTAL DES PRODUITS** |  |
| **86-Emplois des contributions volontaires en nature (secours en nature, mise à disposition gratuite de biens et prestations, personnel bénévole)** |  | **87-Contributions volontaires en nature (bénévolat, prestations en nature, dons en nature)** |  |
| **RESULTAT (perte)** |  | **RESULTAT (bénéfice)** |  |

**3.2.2. Bilan simplifié de la structure**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **ACTIF** | **Exercice 2023** | **Exercice 2024** | **PASSIF** | **Exercice 2023** | **Exercice 2024** |
| **Immobilisations brutes** |  |  | **Capitaux propres** |  |  |
| **Amortissements** |  |  | *Dont fonds associatifs* |  |  |
| **Immobilisations nettes** |  |  | *Dont reports à nouveau* |  |  |
| **Stocks** |  |  | *Dont résultat de l’exercice* |  |  |
| **Créances usagers** |  |  | *Dont subventions d’investissement* |  |  |
| **Autres créances** |  |  | **Provisions pour risques et charges** |  |  |
| **Valeurs mobilières de placement (Sicav, etc.)** |  |  | **Fonds dédiés** |  |  |
| **Comptes bancaires ou postaux** |  |  | **Emprunts et dettes financières à plus d’un an** |  |  |
| **Caisse** |  |  | **Dettes de fonctionnement** |  |  |
| **Charges constatées d’avance** |  |  | **Découverts bancaires** |  |  |
| **TOTAL** |  |  | **TOTAL** |  |  |

**3.2.3. Budget prévisionnel de la structure**

~~~~

4. Pièces à joindre

**S’il s’agit d’une collectivité :**

|  |  |
| --- | --- |
| **Description** | **Nom du fichier** |
| **RIB actualisé de la trésorerie** |  |
| **N°SIRET (obligatoire)** |  |
| Copie des courriers de demandes ou notifications de subventions auprès d’autres organismes |  |

**S’il s’agit d’une association :**

|  |  |
| --- | --- |
| **Description** | **Nom du fichier** |
| Bilan financier certifié conforme par le CAC pour les associations recevant des subventions > 153 000 € chaque année |  |
| Composition du bureau (fonctions) et du conseil d’administration |  |
| Récapitulatif de la Déclaration Sociale Nominative du dernier exercice clos pour toute demande > 23k |  |
| Organigramme de la structure (faisant apparaître noms/fonctions) |  |
| Derniers statuts de l’association |  |
| Avis de situation au répertoire SIRENE de moins de 3 mois |  |
| Extrait k-bis de moins de 3 mois et copie de la publication au *Journal officiel* |  |
| Procès-verbaux des 3 derniers CA et AG |  |
| Rapport du commissaire aux comptes pour toute demande supérieure à 23k (bilan, compte de résultat) |  |
| Dernier rapport d’activité de la structure approuvé ou bilan d’activité de la structure |  |
| Copie de la déclaration de création déposée à la Préfecture |  |
| **RIB de l’association** |  |
| Copie des résultats de la structure à jour |  |
| Copie des courriers de demandes ou notifications de subventions auprès d’autres organismes |  |

**Déclaration sur l’honneur**

Je soussigné(e)

Représentant légal de la structure, certifie que la structure est régulièrement déclarée.

Certifie que la structure est en règle au regard de l’ensemble des déclarations sociales et fiscales ainsi que des cotisations et des paiements correspondants.

Certifie exactes et sincères les informations du présent dossier, notamment la mention de l’ensemble des demandes de subventions introduites auprès d’autres financeurs publics ainsi que l’approbation du budget par les instances statutaires.

M’engage à fournir au Département tous les documents complémentaires qui lui paraîtront utiles.

Demande une subvention de

Précise que cette subvention, si elle est accordée, devra être versée au compte bancaire de la structure (relevé d’identité bancaire à joindre obligatoirement)

Fait à

Le

ANNEXE

CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS BÉNÉFICIANT DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN AGREMENT DE L'ÉTAT

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

À cette fin, la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'État. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (…) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (…) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

**Engagement n° 1 : respect des lois de la République**

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

**Engagement n° 2 : liberté de conscience**

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

**Engagement n° 3 : liberté des membres de l’association**

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

**Engagement n° 4 : égalité et non-discrimination**

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

**Engagement n° 5 : fraternité et prévention de la violence**

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.

Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

**Engagement n° 6 : respect de la dignité de la personne humaine**

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.

Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

**Engagement n° 7 : respect des symboles de la République**

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national et la devise de la République.

Fait à

Le